

Les Hommes, le fonctionnement et le champ d'intervention

La solidarité ouvrière s'affirme et s'étend. L'essor du mouvement ouvrier et la constitution de sociétés ouvrières, de syndicats et de partis politiques se confirme. Cette solidarité s'est d'emblée développée au niveau international avec le manifeste de l'Association internationale du travail en 1864.

Elle se manifeste contre l'exploitation et pour l'émancipation de la classe ouvrière. Elle exprime le soutien aux peuples en lutte contre l'oppression, les répressions, contre les guerres, et pour l'indépendance des peuples.

Jusqu'à la fin des années 1960, les relations syndicales internationales, les représentations et l'animation de l'activité internationale, sont dans les fédérations de la CGT sous la responsabilité du premier dirigeant.

Au niveau confédéral, un membre du Bureau Confédéral impulse cette activité avec un petit collectif.

Cette période est marquée par des démarches de « sommet », les questions de la paix, du désarmement et de la solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance, sont des éléments essentiels de l'activité, auxquels il faut ajouter les relations privilégiées avec les syndicats des pays socialistes et les pays en voie de développement. De 1966 à 1975 Jean Schaeffer est responsable des questions de Paix et de Désarmement, Jeannine Marest de 1977 à 1981, Bernard Lacombe à partir de 1982, et à ce titre représentent la CGT au bureau du Mouvement de la Paix français et au comité de Dublin.

Les appels à la solidarité, aux manifestations, aux luttes viennent des instances nationales et sont repris par les différentes structures(on le voit à travers les communiqués de la CGT de cette époque.

A la Confédération, en 1966 il existe un département international sous la responsabilité de Germaine Guillé, secrétaire de la CGT avec quelques collaborateurs qui travaille en direct avec le secrétaire général Benoît Frachon. Après l'élection de Georges Séguy comme secrétaire général en 1967 le département international prendra une nouvelle dimension notamment avec l'arrivée de René Duhamel membre du bureau confédéral en 1967 et responsable des questions internationales en 1969 au 37ième congrès.

Une plus grande implication du BC et des organisations de la CGT (fédération, union départementales et plus tard régions) sera organisée pour la détermination et la mise en œuvre de la politique internationale de la CGT. Il est à noter que ces questions tiennent une place importante dans les congrès en 1967, 1969, 1972, 1975, 1982.

Cette période(1966-1984) est marquée par des événements lourds : guerre du Viêt-nam et la victoire du peuple vietnamien en 1975 ; la course aux armements notamment nucléaires dans le cadre de la guerre froide ; les dictatures en Espagne, au Portugal, dans certains pays d'Asie, la plupart des pays d'Amérique Latine avec le coup d'état au Chili en 1973 et le règne de la terreur de Pinochet et les nombreux exilés en France ; le règne des généraux en Turquie et en Grèce ; la répression syndicale dans de nombreux pays avec l'arrestation de dirigeants syndicalistes comme Camacho en Espagne en 1969 ou Habib Hachour en Tunisie en 1978 ; l'assassinat de syndicalistes dans la plupart des pays sous dictature ; l'apartheid en Afrique du Sud ; des conflits à Chypre avec la partition de l'île, au Liban en guerre civile, le conflit au Maroc entre le pouvoir central et le peuple

Sahraoui ; le massacre en Indonésie de nombreux conflits en Afrique. La question palestinienne prenant de plus en plus une dimension politique internationale.

La solidarité va connaître un contenu nouveau et un essor considérable avec le développement de l'internationalisation de la production qui met en concurrence tous les salariés, au-delà des frontières (sociétés multinationales, marché commun. La prise de conscience que rien de ce qui se passe dans le monde n'est indifférent aux salariés français, va conduire à une solidarité mutuelle exprimant la communauté d'intérêt de tous.

D'une démarche « déclarative » « diplomatique » de sommet ont passé à une action solidaire d'échange, de partage d'action du plus grand nombre.

L'élaboration de la politique internationale

L'importance de ces questions va conduire à une évolution dans l'élaboration plus collective de la politique internationale et à une prise en main de ces problèmes par un grand nombre d'organisations professionnelles et de territoires.

La Confédération et son secteur international sous l'impulsion de René Duhamel membre du BC et de Gilbert Julis membre de la CE vont contribuer au développement de cette orientation.

On peut dire que les décisions sont préparées par le département international en lien avec le BC et souvent discutées en CE, en CCN. C'est vrai pour toutes les grandes questions à caractère politique y compris celles qui ne font pas l'unanimité au sein de la CGT. Cela sera particulièrement le cas lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie en août 1968, l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan le 24 décembre 1979 qui donnera lieu à de larges débats contradictoires, conclu par un vote du CCN définissant la position de la CGT, ou bien les événements de Pologne en 1980.

Le bureau confédéral aborde régulièrement une ou plusieurs fois par an les questions internationales, ainsi que la CE.

Des réunions périodiques, avec le secteur sont proposées aux Fédérations, * lieu d'échanges et d'informations, permettant de dégager des appréciations communes, mais aussi lieu de concertations, de débats et de réflexions sur telle ou telle question ou situation dans le monde. Ces rencontres réunissaient pour la plupart des Fédérations, leurs secrétaires généraux.

Les camarades de la CGT dans les instances internationales(FSM, UIS) étaient souvent invités, ce qui contribuait également par leur apport, à la réflexion générale.

Sans prétendre que ces rencontres étaient le lieu de l'élaboration des orientations confédérales dans le domaine international, elles ont contribué à une harmonisation des positions CGT, apportant des éléments de réflexion pour le département international et au-delà pour la direction confédérale.

Le travail collectif était également proposé dans le cadre de commissions sur des régions du monde (les Amériques, l'Afrique, l'Asie, l'Europe de l'Est, pour l'Europe occidentale des réunions étaient organisées par pays : RFA, GB, Italie, Espagne..)

Chaque Fédération était invitée au début de chaque année à faire connaître ses représentants dans chaque commission. Ces groupes réunis par des collaborateurs du secteur international environ une fois par trimestre, permettaient de recevoir une information, des conseils, de se concerter sur des démarches similaires (sans directives imposées), une certaine coopération favorisant et renforçant le travail des uns et des autres.

Nous sommes en pleine guerre froide. Lors de la création de la CISL la grande majorité des centrales syndicales des pays occidentaux ont quitté la FSM créée dans l'unité de l'après-guerre en 1945, à l'exception pour l'Europe occidentale de la CGT de France, de la CGIL italienne et de la PEO de Chypre. Cela créera des situations difficiles et un certain ostracisme de la part des centrales européennes. Pour pallier la non représentation des syndicats non adhérents à la CES dans les instances européennes un comité CGT/CGIL fut créé en 1966, son siège étant à Bruxelles. Pour sa part le gouvernement Français refusera jusqu'après les grèves de 1968 d'admettre la CGT au Comité économique et social de la CEE et aux commissions d'industries excepté la CECA.

L'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en août 1968 en Tchécoslovaquie, condamnée par la CGT et la CGIL qui s'étaient concertées, rendra nos rapports internationaux plus tendus, aussi bien avec les centrales européennes qu'à l'intérieur de la FSM.

A partir du 39^{ième} congrès de la CGT en juin 1975, il est mis en place un secrétariat du BC chargé de préparer le travail du BC, il donnera lieu à un PV qui sera adopté lors du BC suivant. A ce congrès Joannès Galland élu au BC sera responsable des questions européennes et René Duhamel gardera la responsabilité de toutes les autres questions internationales. A partir du 18 octobre 1982 le PV du secrétariat comportera une partie décisions qui ne fera pas l'objet de discussions au BC et une partie propositions. Dans tous les cas les membres du BC peuvent demander explications ou même discussion s'ils le souhaitent, cette méthode étant mise en place pour alléger les ordres du jour et consacrer les discussions aux problèmes de fond.

La fin des années 70 sera marquée par la lutte contre les interdits professionnels en RFA et surtout contre l'apartheid en Afrique du Sud. Un appel parallèle à la solidarité pour les peuples d'Afrique du Sud de la FSM et de la CISL sera lancé début 1977. Cette époque est aussi marquée par la multiplication des atteintes aux libertés dans différents pays socialistes qui font l'objet de la mise en place de nombreux comités de défense par des intellectuels qui font appel au soutien de syndicalistes. La CGT suivant les cas et les informations dont elle dispose participera ou pas à des meetings, signera ou pas des pétitions.

Depuis plusieurs années la CGT milite pour un changement dans la politique de la FSM (voir le texte sur la CGT et la FSM). Faute d'être entendue elle retire la candidature de Pierre Gensous du secrétariat général de la FSM au congrès de Prague en 1978. De retour à Paris Pierre est élu membre de la Commission Exécutive de la CGT le 13-6-1978. Au CCN suivant il est élu membre du BC responsable des questions internationales, René Duhamel quittant ses fonctions au 40^{ième} congrès fin 1978, et Joannès Galland conservant la responsabilité des questions européennes. Il s'agit d'un acte politique de la part de la CGT. Le retour de la CGT au secrétariat de la FSM se fera après le X^{ième} congrès de la Havane.

A l'occasion du congrès de la CES qui se déroule du 14 au 18 mai 1978, alors que notre demande d'adhésion faite depuis sa création est renouvelée, une vaste campagne contre notre entrée dans la CES est menée, particulièrement par le DGB de RFA.

Alors que les événements de Pologne avaient suscité de vifs débats internes dans la CGT et des attitudes anti-cgt en externe, le 22 mai 1981 une délégation du nouveau syndicat « Solidarnosc » séjourne en France. Elle est invitée à rencontrer le BC et à participer à un meeting pour rencontrer les militants CGT de la région parisienne à la Grange aux Belles haut lieu syndical.

Cette même année le gouvernement de Madame Thatcher exerce une terrible répression à l'encontre des militants séparatistes irlandais. Certains d'entre eux emprisonnés dans des conditions inhumaines et inacceptables font une grève de la faim. Cela conduit la CGT

à intervenir auprès des pouvoirs publics français et des instances européennes et à alerter l'opinion publique.

Une délégation du Centre Confédéral de la Jeunesse se rendra à la prison où ils sont détenus. Malheureusement des négociations tardives n'éviteront pas le décès de Bobby Sands un des leaders de ce mouvement et plusieurs de ces camarades.

Les questions européennes prendront de plus en plus de place dans la réflexion et dans l'activité internationale de la CGT. Dès la création de la CES en 1973 la CGT s'exprime pour que cette centrale regroupe tous les syndicats européens (BC du 21-2-73.) A l'occasion du congrès de la CES qui se déroule du 14 au 18 mai 1978, alors que notre demande d'adhésion faite depuis sa création est renouvelée, une vaste campagne contre notre entrée à la CES est menée par les syndicats en France et particulièrement par le DGB en RFA.

Il existe de plus en plus de divergences entre la CGT et la CGIL, notamment sur la construction du Marché Commun et sur les conditions d'adhésion à la CES. Après la ratification de l'adhésion de la CGIL à la CES la raison d'être du comité de Bruxelles ne se justifie plus pour la CGIL, et le 24-11-74 le BC est informé de la mise en place d'un secrétariat de la CGT à Bruxelles avec Georges Croesse à demeure. Face à l'ostracisme des institutions européennes, le BC est amené à rencontrer d'une part les autorités françaises et européennes d'autre part pour que la CGT obtienne toute sa place dans les institutions, comme le Comité Economique.

Toutes ces années(66-84) seront aussi marquées par une formidable course aux armements, notamment nucléaires faisant courir un danger de mort à la planète entière. La CGT sera de tous les combats, plus particulièrement à travers son engagement dans le Mouvement de la Paix dans lequel un membre du BC représente la CGT au bureau, Il est parfois reproché à la CGT d'agir plus contre les armes nucléaires américaines que soviétiques. La grande manifestation de 1981 se déroule sous le slogan ni Pershings ni SS20 ,et en 1982 l'Appel des Cent (cent personnalités d'horizon divers se regroupent sous l'impulsion de Georges Séguy qui vient de quitter le secrétariat général de la CGT) se constitue pour agir pour la Paix, contre toutes les armes, et pour le respect des peuples. La CGT sera adhérente de ce collectif. Les questions de la Paix ont toujours tenues une grande place dans l'activité de la CGT que l'on retrouvait sous deux rubriques dans le peuple journal de la CGT, : Paix et Désarmement, et solidarité internationale.

Ces quelques années soulignent la démarche confédérale en sachant que d'autres rencontres avaient lieu et que les instances de la CGT étaient appelées régulièrement à se prononcer et à décider des orientations à prendre en matière de politique internationale. Au-delà de ces rencontres et lieux de décisions, le secteur international avec sa direction et ses collaborateurs étaient toujours disponibles pour les organisations de la CGT qui en avaient besoin. Cette pratique collective était très formatrice pour les militants et donnait à la politique internationale de la CGT une grande cohérence, renforçant son image d'organisation solidaire. Cette pratique s'accompagnait également de journées d'étude visant à l'approfondissement de thèmes particuliers : la construction européenne, les sociétés multinationales, le mouvement syndical international, la FSM. Les archives de la CGT recèlent de ce point de vue d'immenses richesses.

Tous ces travaux étaient mis à disposition de toute la CGT à travers la publication dans le « Peuple » de synthèses ou de déclarations adoptées par le BC (exemple : journée d'étude sur les multinationales, le Peuple 914 de mars 1973.)

Après 1982 et dans les années suivantes les rencontres se sont espacées, sans doute du fait d'une plus grande maîtrise de ces questions par les Fédérations, mais aussi du fait du changement dans la conception du travail collectif confédéral faisant plus appel à la coopération entre secteurs confédéraux, et peut-être aussi la crainte que les différents

collectifs mis en place avec les branches professionnelles ne décident des orientations et de la stratégie à la place des organes dirigeants de la CGT.

A cette même époque le département international élaborait plusieurs publications : une revue de presse internationale, un cahier en direction des organisations syndicales relatant les prises de positions et initiatives de la CGT, et des documents en différentes langues.

Ce travail important connaît un fléchissement à la fin des années 80. Ce n'est que plus tard que le Peuple dans sa nouvelle formule fera une place plus grande aux questions internationales, plus particulièrement pour informer les militants de la CGT de ses relations et de son activité.

On peut dire que ces années furent très riches en événements et en activité internationale, que les décisions les plus politiques se prenaient au moins au BC, voir à la CE parfois au CCN. Le fait que les congrès abordaient largement ces questions à travers le document d'orientation mais aussi souvent à travers le rapport oral, nous permet de penser que les décisions prises sont plus collectives. Reste un point sur lequel la réponse est plus difficile à faire : à partir de quelles considérations l'accent est mis sur tel ou tel événement. Il apparaît que la position de classe comme elle est définie dans les congrès est déterminante.

Jeannine Marest et Jacques Trégaro le 5-2-2008

*en référence aux agendas de J.Trégaro le nombre de réunions par an : 1973-4, 1974-8, 1975-7, 1976-3, 1977-5, 1978-5, 1979-4, 1980-2, 1981-3, 1982-3

BC bureau confédéral

CE commission exécutive

CCN comité confédéral national qui regroupe les Fédérations, les Unions Départementales, la CE

FSM fédération syndicale mondiale

UIS unions internationales syndicales regroupant les branches professionnelles

RFA république fédérale allemande

GB Grande Bretagne

CGIL confédération générale des travailleurs italiens

CISL centrale internationale des syndicats libres

CEE communauté économique européenne